

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2878

24 novembre 2011

SOMMAIRE

An Hintges, S.à r.l.	138099	Fortum Baltic Investments SNC	138130
Antist Invest Sàrl	138100	Fortum L.A.M. SNC	138133
Antist Invest Sàrl	138100	Generalcorp	138134
Aquiline Baron S.à r.l.	138098	Granit Carrelages Baar	138136
Aquiline C2P Holdings S.à r.l.	138098	Groma, s.à r.l.	138136
Baillardel S.A.	138100	Hammer Logistik A.G.	138136
Blue Gem Luxembourg 1A S.à r.l.	138100	Hilbert S.A.	138138
BOP Properties S.A.	138114	Hydro Aluminium Clervaux S.A.	138139
Brascolux S.à r.l.	138114	Immobilière Citem S.à r.l.	138141
Carolus Investment Corporation S.A. S.P.F.	138115	Immobilière Citem S.à r.l.	138141
Causerman Investissements S.A.	138144	Immo Dallo S.A.	138139
Co-Investor (Lux) Beteiligungs-Gesell- schaft	138115	International Horse Trading S.A.	138141
Colux Real Estate S.à r.l.	138115	International Horse Trading S.A.	138143
Cutec S.A. S.P.F.	138115	JER Hargreaves S. à r.l.	138143
Dal Zotto & Associés	138116	Lazard Wealth Management Europe S.à r.l.	138144
Dienes International Beteiligungsgesell- schaft mbH	138116	L'Européenne de Réalisations Industrielles S.A.	138143
E 84 S.à r.l.	138125	Mirsa S.A.	138098
Edept II S.à r.l.	138126	Mosaic	138101
Edept I S.à r.l.	138125	Periza Industries S.à r.l.	138116
Edept VI S.à r.l.	138126	Property Finance France S.A.	138127
Edept V S.à r.l.	138126	Rayane Immobilière Internationale S.à r.l.	138134
Eifel Bau- u. Immobilien Luxembourg SA	138125	Roseday Finance S.à r.l.	138130
Electro-Reinert G.m.b.H.	138126	Roseday S.à r.l.	138130
Ellora S.A.	138129	Sarawak Investments S.A.	138139
Etablissements L. Rossi S.à r.l.	138130	Société Internationale Multi-Coordination Sàrl	138141
Europa Real Estate Emerging Europe S.à r.l.	138125	Spider Holding S.A.	138136
FN Hermes S.A.	138134	Spider Holding S.A. SPF	138136

Aquiline Baron S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 157.058.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ainsi que les documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2011143106/13.

(110165876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Aquiline C2P Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 149.606.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ainsi que les documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2011143107/13.

(110165907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Mirsa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6962 Senningen, 67, rue Wiltheim.

R.C.S. Luxembourg B 117.229.

L'an deux mil onze, le vingt-huit septembre.

Pardevant Maître Léon Thomas dit Tom METZLER, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "MIRSA S.A.", avec siège social à L-1470 Luxembourg, 38, route d'Esch, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 13 juin 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 1589 du 22 août 2006,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 117.229.

La séance est ouverte à 11.30 heures sous la présidence de Monsieur Nicolas WILWERDING, rentier, demeurant à L-6962 Senningen, 131, um Trenker.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Christophe HOELTGEN, salarié, demeurant professionnellement à L-1261 Luxembourg, 101, rue de Bonnevoie.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Marianne LEGILLE, agent d'assurances, demeurant à L-6962 Senningen, 131, um Trenker.

Composition de l'assemblée

Les noms des actionnaires présents ou représentés, et des mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

Exposé de Monsieur le Président

Monsieur le Président expose et requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. - La présente assemblée a l'ordre du jour suivant:

1. Transfert du siège social de L-1470 Luxembourg, 38, route d'Esch à L-6962 Senningen, 67, rue Wiltheim;
2. Modification du deuxième alinéa de l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante:
"Cette société aura son siège social à Senningen.";
- 3.- Divers.

II. - Il apparaît de la liste de présence que toutes les mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (EUR 31.-), représentant l'intégralité du capital social de trente et un mille euros (EUR 31.000.-) sont présentes ou représentées. L'assemblée peut donc délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour, sans qu'il soit besoin de justifier de l'accomplissement des formalités relatives aux convocations.

Constatation de la validité de l'assemblée

L'exposé de Monsieur le Président, après vérification par le scrutateur, est reconnu exact par l'assemblée. Celle-ci se considère comme valablement constituée et apte à délibérer sur les points à l'ordre du jour.

Monsieur le Président expose les raisons qui ont motivé les points à l'ordre du jour.

Résolutions

L'assemblée aborde l'ordre du jour et, après avoir délibéré, elle prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société de L-1470 Luxembourg, 38, route d'Esch à L-6962 Senningen, 67, rue Wiltheim.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier le deuxième alinéa de l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante:

"Cette société aura son siège social à Senningen.".

Clôture

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus personne ne demandant la parole, Monsieur le Président a clôturé l'assemblée.

Frais

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société suite aux résolutions prises à la présente assemblée, est évalué approximativement à sept cents euros (EUR 700.-).

DONT PROCES-VERBAL, fait et dressé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg-Bonnevoie.

Et après lecture et interprétation de tout ce qui précède, donnée à l'assemblée en langue d'elle connue, les membres du bureau, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ont signé le présent procès-verbal avec Nous Notaire.

Signé: Nicolas WILWERDING, Christophe HOELTGEN, Marianne LEGILLE, Tom METZLER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 05 octobre 2011. Relation: LAC/2011/43976. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C.

Luxembourg-Bonnevoie, le 10 octobre 2011.

TOM METZLER.

Référence de publication: 2011140409/67.

(110162343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

An Hintges, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8436 Steinfort, 60, rue de Kleinbettingen.

R.C.S. Luxembourg B 121.121.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2011143111/13.

(110165849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Antist Invest Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 3, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 133.562.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2011143112/13.

(110165850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Antist Invest Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 3, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 133.562.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2011143113/13.

(110165856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Blue Gem Luxembourg 1A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.750,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 128.044.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 octobre 2011.

Stijn Curfs
Mandataire

Référence de publication: 2011143115/12.

(110165736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Baillardel S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 39.293.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011143118/10.

(110165833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Mosaic, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 107.223.

In the year two thousand and eleven, on the nineteenth of September.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of "MOSAIC" a société d'investissement à capital variable, with registered office at Luxembourg, 1, boulevard Royal. The company has been incorporated under the name of Mosaic Fund, Inc., under the laws of the Commonwealth of The Bahamas (the «Bahamas») and its registered office has been transferred to Luxembourg by a notarial deed dated March 30, 2005, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C dated April 22, 2005, number 364. The Articles of Incorporation have been amended for the last time by a notarial deed of the 22nd August 2007, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C dated September 28, 2007, number 2124.

The meeting is opened with Mr Hughes de Monthébert, bank employee, residing professionally in Luxembourg, in the chair,

Mrs Maria Schild, bank employee, residing professionally in Luxembourg, is appointed secretary.

The meeting appoints as scrutineer Mrs Séverine Oligier, bank employee, residing professionally in Luxembourg.

The chairman then declared and requested the notary to declare the following:

I.- That the present extraordinary general meeting has been convened by notices containing the agenda sent to the shareholders on August 17, 2011 and published:

- in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

on the 17th August 2011

on the 2nd September 2011

- in the Tageblatt

on the 17th August 2011

on the 2nd September 2011

- in the Letzebuenger Journal

on the 17th August 2011

on the 2nd September 2011

II.- That the agenda of the present meeting is the following:

Agenda

Complete revision of the articles of incorporation of the Fund, in replacement of the existing consolidated articles of incorporation dated 22 August 2007.

III.- That the shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

IV.- It appears from the attendance list, that out of 6,969,309.6000 shares in circulation, 4,777,142.52794 shares are represented at the present extraordinary general meeting.

The Chairman informs the meeting that a first extraordinary general meeting had been convened with the same agenda as the agenda of the present meeting indicated hereabove, for the 12th August 2011 and that the quorum requirements for voting the items of the agenda had not been attained.

In accordance with article 67-1 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, the present meeting may thus deliberate validly no matter how many shares are present or represented.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting took the following resolution:

Sole resolution

The meeting resolves to adopt a complete new version of the Articles of Incorporation of the Fund in the English language only.

The new Articles of Incorporation will read as follows:

Title I. Denomination, Duration, Object, Registered office

Art. 1. Name. There exists among the subscribers and all those who may become holders

of shares of the company, a company in the form of a société anonyme (public limited company) qualifying as a société d'investissement à capital variable (investment company with variable capital) under the name of MOSAIC (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation" or the "Articles").

Art. 3. Object. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other permitted assets, including units in other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of Part II of the law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investments (the "Law") and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg.

Subsidiaries, branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the "Board").

The Board is authorised to transfer the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg and, to the extent it is allowed by applicable laws and regulations, to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economical, social or military events have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the net assets of the Company as defined in Article 12 hereof.

The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by the Law.

The Board may, at any time, as it deems appropriate, decide to create one or more compartments or sub-funds (each such compartment or sub-fund, a "Sub-Fund"). The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding Sub-Fund and the assets of a specific Sub-Fund are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Sub-Fund.

The shares to be issued in a Sub-Fund may, as the Board shall determine, be of one or more different classes (each such class, a "Class"), the features, terms and conditions of which shall be established by the Board.

The Board may create each Sub-Fund for an unlimited or a limited period of time.

The proceeds from the issuance of shares of any Class within a Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 17 hereof in securities of any kind or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or assets or with such other specific features, as the Board shall from time to time determine in respect of the relevant Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes.

The general meeting of shareholders of a Sub-Fund or Class, deciding with simple majority, or the Board, may consolidate ("reverse split") or split the shares of that Sub-Fund or Class.

Art. 6. Issue of shares. The Board is authorized without limitation to issue further partly or fully paid shares, as determined by the Board, at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the Board and disclosed in the Company's prospectus (the "Prospectus"), without reserving to the existing shareholders preferential or pre-emptive rights to subscription of the shares to be issued.

Investors shall have either to commit to subscribe to shares or may directly subscribe to shares, as determined by the Board and disclosed in the Prospectus.

In case the Board decides that investors have to commit to subscribe shares, investors will be required to execute a subscription agreement and indicate therein their total committed capital (the "Commitment" or "Commitments"), subject to any minimum commitment as may be decided by the Board.

The procedures relating to Commitments and drawdown of the Commitments will be disclosed in the Prospectus and the subscription agreement.

If at any time an investor or shareholder fails to honour its Commitment through the full payment of the subscription price within the timeframe decided by the Board (a "Defaulting Investor" and/or (as the case may be), "Defaulting Sha-

reholder") and referred to in the Prospectus, the Board has the authority, in addition to legal remedies, to charge interest on the resulting unpaid amount at a rate disclosed in the Prospectus. If the unpaid amount, plus interest thereon, is not paid within a certain period determined in the Prospectus, the Board shall have the right, at its discretion, to take one or several of the following measures:

- impose damages corresponding to a certain percentage of the amount committed by the Defaulting Investor, as disclosed in the Prospectus;
- set off any distributions to the Defaulting Shareholder until any amounts owing to the Company have been paid in full;
- redeem the shares of the Defaulting Investor as described in Article 9 below of its shareholding in the Company payable at the time fixed by the Board in its discretion in the best interest of the shareholders;
- reduce or terminate the Defaulting Investor's committed capital;
- exercise any other remedy available under applicable law, and
- admit new Investors in order to replace the Defaulting Investor.

Unless otherwise decided by the Board and disclosed in the prospectus, the issue price shall be based on to the net asset value (the "Net Asset Value") for the relevant Class as determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof plus a subscription charge, if any, as the Prospectus may provide. The Board may also make such adjustment to the issue price as it may consider appropriate to ensure fairness between the shareholders. For the avoidance of doubt, the issue price may among others also be based at any time on the initial subscription price for the relevant Sub-Fund or Class, plus a subscription charge, if any, as the prospectus may provide.

In addition, a dilution levy may be imposed on subscriptions requests for shares of a Sub-Fund as specified in the Prospectus. Such dilution levy should not exceed such percentage of the Net Asset Value per share, as may be decided in the discretion of the Board and/or of the investment manager and disclosed in the Prospectus.

The Board may delegate to any duly authorized director or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and/or delivering and receiving payment for such new shares, remaining always within the limits imposed by the Law.

The Board is further authorised to determine the conditions of any such issue and to make any such issue subject to payment at the time of issue of the shares.

The issue of shares shall be suspended if the calculation of the Net Asset value is suspended pursuant to Article 11 hereof.

The Board may decide to issue shares against contribution in kind in accordance with Luxembourg law. To the extent required by the applicable laws and regulations, the contributed assets shall be valued in a report issued by an auditor (réviseur d'entreprises agréé). Any costs incurred in connection with a contribution in kind shall be borne by the relevant shareholder, unless the Board considers that the subscription in kind is in the interest of the Company in which case such costs may be borne in all or in part by the Company.

Art. 7. Form of shares. The Company will in principle issue shares in registered form only, but reserves the right to issue bearer shares under the conditions that would be set forth in the Prospectus.

All issued registered shares of the Company shall be inscribed in the register of shareholders (the "Register"), which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company. The Register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile as notified to the Company and the number and Class(es) of shares held by him.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that a shareholder does not provide such address, or such notices and announcements are returned as undeliverable to such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the Register as full owner of the shares. The Company shall be entitled to consider any right, interest or claim of any other person in or upon such shares to be non-existing, provided that the foregoing shall deprive no person of any right which he might properly have to request a change in the registration of his shares.

The Company will recognise only one holder per share. In the event of joint ownership the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share(s) until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

Fractions of shares up to the number of decimal places to be decided by the Board and disclosed in the Prospectus will be issued if so decided by the Board. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets and any distributions attributable to the relevant Class on a pro rata basis.

The Company shall decide whether share certificates shall be delivered to the shareholders and under which conditions or whether the shareholders shall receive a written confirmation of their shareholding.

Any share certificates shall be signed by two (2) directors or by a director and an official duly authorized by the Board for such purpose. Signatures of the directors may be either manual, or printed, or by facsimile. The signature of the authorized official shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board may from time to time determine.

Transfer of registered shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register to be made by the Company (or by one agent of the Company duly authorised to that effect) upon delivery of the certificate or certificates, if any, representing such shares, to the Company along with appropriate document(s) recording the transfer between the transferor and the transferee and such other documentation as the Company may require.

The Company will refuse to give effect to any transfer of shares and refuse any transfer of shares to be entered in the Register in circumstances where such transfer would result in shares being held by any person not authorised.

Art. 8. Mutilation of shares. If share certificates are issued and if any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. Mutilated certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.

Art. 9. Restrictions on the ownership of shares. The Board shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority, (b) by a U.S. Person, as defined hereafter, or (c) any person in circumstances which in the opinion of the Board might result in the Company incurring any liability or taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered (each, a "Restricted Person"). In any event, the Company may, at its discretion, restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any Restricted Person.

For such purposes the Company may:

a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such registry would or might result in such share being directly or beneficially owned by a Restricted Person;

b) at any time require any person whose name is entered in the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a Restricted Person;

c) decline to accept the vote of any Restricted Person; and

d) where it appears to the Company that any Restricted Person or any person the Company reasonably believes to be precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of shares, (i) direct such shareholder to (a) transfer his shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his shares, or (ii) compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "Redemption Notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such share is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the Redemption Notice. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

2) The price at which the shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the "Redemption Price") shall be an amount equal to the per share Net Asset Value of shares in the Company of the relevant Class, determined in accordance with Article 12 hereof less any service charge (if any). Where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the redemption price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the redemption price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provide the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability shall not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, any of its agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) Payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant Class and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. Person" shall include a resident of the United States of America or of any of its territories or possessions or areas subject to its jurisdiction or persons who are normally resident therein, including the estate of any such person, or a corporation, partnership, trust or any other association created or organised therein.

This definition may be amended from time to time by the Board, as disclosed in the Prospectus.

If it appears that a shareholder in a Class of shares reserved for institutional shareholders within the meaning of article 174 (2) of the Law is not such an institutional investor, the Company may either redeem the shares in question using the above-described procedure, or convert these shares into shares in a Class that is not reserved for institutional investors (on condition that there is a Class with similar characteristics), notifying the relevant shareholder of this conversion.

Art. 10. Redemption and Conversion of Shares. As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Unless otherwise provided for a specific Sub-Fund or Class in the Prospectus, any shareholder may request the redemption of all or part of his/her/its shares by the Company under the terms, conditions and limits set forth by the Board in the Prospectus and within the limits provided by law and these Articles. Any redemption request must be filed by such shareholder (i) in written form, subject to the conditions set out in the Prospectus, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued) (ii) or by way of a request evidenced by any other electronic means deemed acceptable by the Company and subject to the conditions set out in the Prospectus.

Unless otherwise decided by the Board and disclosed in the Prospectus, the redemption price shall be based on to the Net Asset Value for the relevant Class as determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof less a redemption charge, if any, as the Prospectus may provide. This price may be rounded up or down to the nearest decimal, as the Board may determine, and such rounding will accrue to the benefit of the Company, as the case may be. From the redemption price there may further be deducted any deferred sales charge if such shares form part of a Class in respect of which a deferred sales charge has been contemplated in the Prospectus. The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the Board provided that the share certificates, if issued, and any requested documents have been received by the Company, subject to Article 11 hereof.

The Board may determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific Class or Classes. The specific period for payment of the redemption proceeds of any Class of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be published in the Prospectus.

The Board may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

The Board may (subject to the principle of equal treatment of shareholders and, if required by the applicable laws and regulations, the consent of the shareholder(s) concerned) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed as described in the Prospectus. If required by the applicable laws and regulations, or by

decision of the Board, such redemption will be subject to a special audit report by the approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any request for redemption is irrevocable unless otherwise provided for in the Prospectus and under the conditions determined by the Board and disclosed in the Prospectus, if any, and in the event of suspension of redemption pursuant to Article 11 hereof or a deferral of the redemption request as provided for below. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day on which redemptions are accepted after the end of the suspension.

Unless otherwise provided for in the Prospectus, any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one Class of a Sub-Fund into shares of another Class of that or another Sub-Fund at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant Classes under the terms, conditions and limits set forth by the Board in the Prospectus. The Board may notably impose restrictions between Classes of shares as disclosed in the Prospectus as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the Prospectus.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by such shareholder.

If on any given Valuation Day on which redemptions are accepted, redemption requests and conversion requests exceed a certain level determined by the Board and set forth in the Prospectus, the Board may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for such period and in a manner that the Board considers to be in the best interest of the relevant Sub-Fund and of the Company. On the next applicable Valuation Day following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to a later request, subject to the same limitation as above.

The Board may refuse redemptions for an amount less than the minimum redemption amount as determined by the Board and disclosed in the Prospectus, if any, or any other amount the Board would determine in its sole discretion.

If a redemption or conversion would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one Sub-Fund or Class below the minimum holding amount as the Board shall determine from time to time and which is disclosed in the Prospectus, then such shareholder may be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such Sub-Fund or Class.

The Board may in its absolute discretion compulsorily redeem or convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and to be published in the Prospectus.

In exceptional circumstances leading to the suspension of determination of the Net Asset Value of the Shares of certain Sub-Funds, as indicated in Article 11 below, the treatment of redemption requests may be deferred and/or the issue, redemptions and conversions of Shares suspended by the Board.

In exceptional circumstances relating to a lack of liquidity of certain investments made by certain Sub-Funds and the related difficulties in determining the Net Asset Value of Shares of certain Sub-Funds, the Board may consider the creation of side-pockets via any means and to the largest extent authorised pursuant to applicable Luxembourg laws and regulations.

In addition to the foregoing, the Board may decide to temporarily suspend the redemption of shares if exceptional circumstances as set forth in Article 11, so warrant.

In addition, a dilution levy may be imposed on any redemption or conversion requests for Shares of a Sub-Fund. Such dilution levy should not exceed such percentage of the Net Asset Value per share, as may be decided in the discretion of the investment manager and disclosed in the Prospectus.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Art. 11. Frequency of the calculation of the NAV. The Net Asset Value of shares shall, for the purpose of the redemption, conversion or issue of shares, be determined by the Company or any agent appointed thereto, under the responsibility of the Board, from time to time, but in no instance less than once per month, as the Board may determine (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a "Valuation Day").

Depending on the volume of issues, redemptions or conversions requested by shareholders, the Company reserves the right to allow for the Net Asset Value per share to be adjusted by dealing and other costs and fiscal charges which would be payable on the effective acquisition or disposal of assets in the relevant Sub-Fund if the net capital activity exceeds, as a consequence of the sum of all issues, redemptions or conversions of shares in such Sub-Fund, such threshold percentage as may be determined from time to time by the Company, of the Sub-Fund's total net assets on a given Valuation Day (herein referred to as "swing pricing technique").

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value of one or more Sub-Fund(s) and consequently the issue, redemption and conversion of shares of such Sub-Fund(s), it being understood that where the context so requires "Sub-Fund" may also be read as "Class", during:

(a) any period when any of the stock exchanges or other principal markets on which a substantial portion of the assets of the such Sub-Fund(s), from time to time, is quoted or dealt in, is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during

which dealings therein are restricted or suspended provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) quoted thereon; or

(b) any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Board, or the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board, disposal or valuation of assets held by the Company attributable to such Sub-Fund(s) is not reasonably practical without this being detrimental to the interests of Shareholders, or if in the opinion of the Board, the issue and, if applicable, redemption prices cannot fairly be calculated; or

(c) any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) or the current prices or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund(s); or

(d) during any period when dealing the units/shares of an investment vehicle in which the concerned Sub-Fund(s) may be invested is restricted or suspended; or, more generally, during any period when remittance of monies which will or may be involved in the realisation of, or in the payment for any of the concerned Sub-Fund(s)' investments is not possible; or

(e) any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such Sub-Fund(s) or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares of the Company cannot in the opinion of the Board, be effected at normal rates of exchange; or

(f) from the time of publication of a notice convening an extraordinary general meeting of shareholders for the purpose of winding up the Company or any Sub-Fund(s), or merging the Company or any Sub-Fund(s), or informing the shareholders of the decision of the Board to terminate or merge any Sub-Fund(s); or

(g) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Company, attributable to the concerned Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained; or

(h) during any other circumstance where a failure to do so might result in the Company, any of its Sub-Funds or its shareholders incurring any liability, pecuniary disadvantages or any other detriment which the Company the Sub-Fund or its shareholders might so otherwise not have suffered.

Notice of the beginning and of the end of any period of suspension shall be given by the Company to all the shareholders affected, i.e. having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the determination of the Net Asset Value has been suspended.

In case of suspension of the calculation of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund or Class, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first applicable Valuation Day following the end of the period of suspension.

Art. 12. Valuation rules. The Net Asset Value of shares of each Class within each Sub-Fund shall be expressed in the reference currency of the relevant Class (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined as at any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to the relevant Class, being the value of the assets of the Company attributable to such Class less the liabilities attributable to such Class as at such Valuation Day, by the number of shares of the relevant Class then outstanding adjusted to reflect any dealing charges, swing pricing technique or fiscal charges which the Board considers appropriate to take into account in accordance with the rules set forth below.

The Net Asset Value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board shall determine.

The Net Asset Value per share will be calculated and available not later than the date set forth in the Prospectus.

If, since the time of determination of the Net Asset Value on the relevant Valuation Day, there has been a material change in the valuations of the investments attributable to the relevant Sub-Fund, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

A. The assets of the Company shall be deemed to include (without limitation):

(1) All cash at hand and on deposit, including interest accrued thereon.

(2) All bills and demand notes payable and accounts receivable (including the proceeds of securities sold but not delivered).

(3) All bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company.

(4) All stock dividends, cash dividends and cash distributions declared receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company.

(5) All interest accrued on any interest-bearing asset owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset.

(6) The preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as they have not been amortised.

(7) The liquidating value of all futures and forward contracts and all call and put options the Company has an open position in.

(8) All other assets of any kind and nature, including prepaid expenses.

The Board, or any appointed agent, at its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value and is in accordance with good accounting practice.

The value of such assets shall be determined as follows:

1) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable (including any rebates on fees and expenses payable by any underlying investment fund (each, a "UCI")), prepaid expenses, cash dividends declared and interest accrued and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Board may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

2) The value of securities (including shares or units of closed-ended UCIs) which are quoted, traded or dealt in on any stock exchange shall be based on the closing prices or, if appropriate, on the average price on the stock exchange which is normally the principal market of such securities, and each security traded on any other regulated market shall be valued in a manner as similar as possible to that provided for quoted securities;

3) For non-quoted securities or securities not traded or dealt in on any stock exchange or other regulated market, as well as quoted or non-quoted securities on such other market for which no valuation price is available, or securities for which the quoted prices are, in the opinion of the Board, not representative of the fair market value, the value thereof will be determined based on the valuation method proposed in good faith by the Board taking into consideration:

- the latest available price
- the basis of recent events that may have an impact on the value of the securities, or
- any other available assessment.

4) Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis;

5) Futures and options are valued by reference to the previous day's closing price on the relevant market; the market prices used are the futures exchanges settlement prices;

6) Swaps are valued at fair value based on the last available closing price of the underlying security.

7) In determining the value of the assets of the Company shares in openended UCIs, including shares of other Sub-Funds of the Company in case of investment by a Sub-Fund in one or more Sub-Funds of the Company, will be valued at the current Net Asset Value for such shares or units as of the relevant Valuation Day, or if no such current Net Asset Value is available as of such Valuation Day they shall be valued at the estimated Net Asset Value as of such Valuation Day, or if no such estimated Net Asset Value is available they shall be valued at the last available actual or estimated Net Asset Value which is calculated prior to such Valuation Day whichever is the closer to such Valuation Day. If events have occurred which may have resulted in a material change in the Net Asset Value of such shares or units since the date on which such actual or estimated Net Asset Value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Board, such change but the Board will not be required to revise or recalculate the Net Asset Value on the basis of which subscriptions, redemptions or conversions may have been previously accepted.

In respect of shares or units held by the Company, for which issues and redemptions are restricted and a secondary market trading is effected between dealers who, as main market makers, offer prices in response to market conditions, the Board may decide to value such shares or units in line with the realisation prices so established.

The Company's administrative agent (the "Administrative Agent"), the Board and the Company's management company, if any, may rely solely on the valuations provided by UCIs with respect to the investment such UCIs have made. Valuations provided by UCIs may be subject to adjustments made by such UCIs subsequent to the determination of the Net Asset Value of a Sub-Fund. Such adjustments, whether increasing or decreasing the Net Asset Value of a Sub-Fund, will not affect the amount of the redemption proceeds received by redeeming shareholders. As a result, to the extent that such subsequently adjusted valuations from UCIs adversely affect the Net Asset Value of a Sub-Fund, the remaining outstanding shares of such Sub-Fund will be adversely affected by redemptions. Conversely, any increases in the Net Asset Value of a Sub-Fund resulting from such subsequently adjusted valuations will be entirely for the benefit of the remaining outstanding shares of such Sub-Fund.

The Administrative Agent and the Board may consult with the Company's investment manager(s) and investment adviser(s) in valuing each Sub-Fund's net assets. Year-end Net Asset Value calculations are audited by the Company's approved statutory auditors (réviseurs d'entreprises agréé) and may be revised as a result of such audit. As discussed above, such revisions may result from adjustments in valuations provided by UCIs.

In no event shall the Board, the management company if any, the custodian, the Administrative Agent, the investment manager(s) or the investment adviser(s) of the Company incur any individual liability or responsibility for any determination made or other action taken or omitted by them in the absence of negligence, willful misfeasance or bad faith.

If events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of such shares or units in other UCIs since the day on which the latest official net asset value of these UCIs was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Board, such change of value.

8) All other securities and assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board.

The Board, or any appointed agent, at its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value and is in accordance with good accounting practice.

For the purpose of determining the value of the Company's net assets, the administrative agent, having due regards to the standard of care and due diligence in this respect, may, when calculating the Net Asset Value, completely and exclusively rely, unless there is manifest error or negligence on its part, upon the valuations provided (i) by various pricing sources available on the market such as pricing agencies or fund administrators, (ii) by brokers, or (iii) by a specialist duly authorized to that effect by the Board. Finally, in the cases no prices are found or when the valuation may not correctly be assessed, the administrative agent may rely upon the valuation of the Board.

In circumstances where (i) one or more pricing sources fail(s) to provide valuations to the administrative agent, which could have a significant impact on the Net Asset Value, or where (ii) the value of any asset(s) may not be determined as rapidly and accurately as required, the administrative agent is authorized to postpone the Net Asset Value calculation and as a result may be unable to determine subscription, redemption and conversion prices. The Board shall be informed immediately by the administrative agent should the situation arise. The Board may then decide to suspend the calculation of the Net Asset Value in accordance with Article 11 hereof.

For the avoidance of doubt, the provisions of this Article 12 are rules for determining the Net Asset Value per share are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any securities issued by the Company.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include (without limitation):

- (1) All loans, bills and accounts payable.
- (2) All accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans).
- (3) All accrued or payable fees and expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, custodian fees, central administration agent's fees and registrar and transfer agent's fees).
- (4) All known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments in cash or in kind, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company.
- (5) An appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorised and approved by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company.
- (6) All other liabilities of the Company, of whatever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company, including, without any limitation, the incorporation expenses and costs for subsequent amendments to the constitutional documents, all translation costs, fees and expenses payable to the investment manager(s)/ advisor(s), including performance fees, if any, the custodian and its correspondent agents, the administrative agent, domiciliary and corporate agent, the registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any distributor or other agents and employees of the Company, as well as any permanent representatives of the Company in countries where it is subject to registration, the costs and expenses for legal, accounting and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any government agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, the cost of printing share certificates, if any, and the costs of any reports to the shareholders, expenses incurred in determining the Company's Net Asset Value, the cost of convening and holding shareholders' and directors' meetings, reasonable travelling expenses of directors, directors' fees, all taxes and duties charged by governmental or similar authorities and stock exchanges, the costs of publishing the issue and repurchase prices as well as any other operating costs, including the costs of buying and selling assets, finder fees, financial, banking and brokerage expenses and all other administrative costs as well as interest, bank charges, currency conversion costs, postage, and telephone, insurance costs, including insurance costs for the directors, employees and agents of the Company, costs and expenses related to legal, notarial and/or administrative proceedings and indemnifications resulting from such proceedings, involving, directly or indirectly, the Company, directors, employees and agents of the Company as well as legal, to the extent as permitted by law, notarial and/or administrative proceedings and indemnifications resulting from such proceedings, related, directly or indirectly to former or existing shareholders.

In assessing the amount of such liabilities, the Company shall take into account pro rata temporis any expenses or other costs, administrative and other, that occur regularly or periodically.

C. There shall be established a separate pool of assets and liabilities in respect of each Sub-Fund in the following manner:

- (1) Proceeds resulting from the issue of shares in different Sub-Funds shall be allocated in the Company's books to the pool of assets of that Sub-Fund and the assets, liabilities, commitments, revenues and expenses relating to that Sub-Fund shall be allocated to the corresponding pool in compliance with the provisions below.

(2) When an income or asset is derived from another asset, such income or asset will be recorded in the Company's books under the same Sub-Fund holding the asset from which it derived, and, on each revaluation of the asset, the increase or decrease in value shall be allocated to the corresponding Sub-Fund.

(3) When the Company incurs a liability attributable to a specific asset in a given pool of assets or to a transaction performed in relation to the assets of a given Sub-Fund, this liability shall be allocated to that Sub-Fund.

(4) If an asset or a liability of the Company cannot be allocated to a given Sub-Fund, this asset or liability shall be allocated to all Sub-Funds pro rata to their respective Net Asset Values or in any other manner the directors may decide in good faith.

(5) Following a dividend distribution to shareholders of a Sub-Fund, the Net Asset Value of that Sub-Fund shall be reduced by the amount of such distribution.

If there have been created within a Sub-Fund two or more Classes, the allocation rules set above shall apply, mutatis mutandis, to such Classes.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the Board or by any agent which the Board may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

D. For the purpose of valuation under this Article:

(a) each of the Company's shares subject to a redemption request shall be considered as a share issued and outstanding until the close of business on the Valuation Day as of which it is redeemed and its price shall be considered a liability of the Company from the close of business on such Valuation Day until the price has been paid.

(b) each share to be issued by the Company in accordance with subscription forms received shall be considered as issued from the close of business on the Valuation Day of its issue.

(c) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the reference currency in which the Net Asset Value per share of the relevant Class is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant Class; and

(d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for the Company on such Valuation Day to the extent practicable.

Art. 13. Co-management and Pooling. The Board may decide to invest and manage all or any part of the pool of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so, as further detailed into the Prospectus.

The Board may also authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg collective investment schemes, subject to compliance with applicable regulations.

Title III. Administration and supervision

Art. 14. Board of Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members; members of the Board need not be shareholders of the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting for a period determined by such meeting in compliance with the law, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director appointed by a general meeting of shareholders, because of death, retirement or otherwise, the remaining directors so appointed may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 15. Meeting of the Board. The Board will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board shall meet upon call by the Chairman or by any two (2) directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint any person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telefax or any other electronic means capable of evidencing such waiver of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by cable, telefax message or any electronic means capable of evidencing such appointment, another Director as his proxy. Any Director may attend a meeting of the

Board using teleconference, videoconference or any other means of telecommunication allowing to identify such director. Such means must allow the director to effectively act at such meeting of the Board, the proceedings of which must be retransmitted continuously to such director. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telefax message or any other electronic means capable of evidencing such vote.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least two directors are present (which may be by way of telephone conference, videoconference or any other means of telecommunication allowing to identify such director) or represented by another Director as proxy at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a consent resolution in identical terms in the form of one or several documents in writing signed by all the directors or by cable, telefax message or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

The Board from time to time may appoint officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operations and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board. The Board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any physical person or committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are directors and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are directors of the Company.

The Board may further appoint a management company subject to chapter 15 or 16 of the law of 17th December 2010 to provide the Company with the services referred to under article 101.

Art. 16. Minutes. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman, as the case may be, pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 17. Powers of the Board. The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of management and business affairs of the Company.

The Board shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company.

Any Sub-Fund may, to the widest extent permitted by and under the conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the Prospectus of the Company, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more Sub-Funds of the Company. In this case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these shares are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned. In addition and for as long as these shares are held by a Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law.

The Board may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more Sub-Fund on a pooled basis, as described in Article 13, where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

Art. 18. Conflict of interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, shall not, by reason of such connection and/or relationship with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the Board conflicting with that of the Company, such Director or officer shall make known to the Board such conflict and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The preceding paragraph does not apply where the decision of the Board or by the single director relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any entity promoting the Company or any subsidiary thereof, or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion, provided that this personal interest is not considered as a conflicting interest according to applicable laws and regulations.

Art. 19. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be indemnified in all circumstances except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, any indemnity shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnity shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 20. Signatory power. The Company will be bound by the joint signature of any two directors or by the joint or single signature(s) of any other person(s) to whom such authority has been delegated by the Board.

Art. 21. Auditor. The Company shall appoint a réviseur d'entreprises agréé (approved statutory auditor) who shall carry out the duties prescribed by of the Law. The auditor shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until its successor is elected.

Title IV. General meetings - Accounting year Distribution

Art. 22. General meeting of shareholders. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the Class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 23. Annual general meeting. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Tuesday of the month of April, each year, at 2.30 p.m. (Luxembourg time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg. If permitted by the Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at another date, time or place at the discretion of the Board. If permitted by and at the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at another date, time or place than those set forth in the preceding paragraph, which date, time or place are to be decided by the Board. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders or of holders of shares of any specific Sub-Fund or Class may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 24. Quorum and voting. The quorum and notice periods required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein. Each full share of whatever Class and regardless of the Net Asset Value per share within the Sub-Fund, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telefax message or any other electronic means capable of evidencing such proxy form as permitted by law. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not specifically revoked, for any reconvened shareholders' meeting. A company may execute a proxy under the hand of a duly authorized officer. The Board may determine at its sole discretion that a shareholder may also participate at any meeting of shareholders by visioconference or any other means of telecommunication allowing to identify such shareholder. Such means must allow the shareholder to effectively act at such meeting of shareholders, the proceedings of which must be retransmitted continuously to such shareholder.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote. The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

To the extent permitted by the Board at its sole discretion, each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the general meeting, the agenda of the general meeting, the proposal submitted to the decision of the general meeting, as well as, for each proposal, three boxes allowing the shareholder to vote in favour, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms, which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention, shall be void.

Within the conditions set forth in the Law and any applicable Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to participate at a general meeting of shareholders and to exercise the voting right attached to his/its/her shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

Art. 25. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on first day of January and shall terminate on the last day of December of the same year.

Art. 26. Distributions. The general meeting of shareholders, upon recommendation of the Board, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may declare dividends from time to time.

Interim dividends may be distributed upon decision of the Board within the sole limits provided for by the Law.

No distribution of dividends may be made if, as a result thereof, the capital of the Company became less than the minimum prescribed by law.

A dividend declared but not paid on a share during five (5) years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

Title V. Dissolution, Liquidation

Art. 27. Dissolution. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their remuneration. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of shares.

Art. 28. Liquidation and amalgamation. If the net assets of any Sub-Fund or Class fall below or do not reach an amount determined by the Board and disclosed in the Prospectus to be the minimum level for such Sub-Fund or Class to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic, monetary or political situation relating to the Sub-Fund or Class concerned justifies it or in order to proceed to an economic rationalisation, the Board has the discretionary power to liquidate such Sub-Fund or Class by compulsory redemption of shares of such Sub-Fund or Class at the Net Asset Value per share (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such a decision shall become effective. The decision of the liquidation will be published by the Company prior to the effective date of the liquidation and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless the Board decides otherwise in the interests of, or in order to ensure equal treatment of, the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or Class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of redemption or conversion charges (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses).

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a general meeting of Shareholders of any Sub-Fund or Class may, upon proposal from the Board and with its approval, redeem all the Shares of such Sub-Fund or Class and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such a general meeting of Shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast.

Assets which could not be distributed to the relevant shareholders upon the close of the liquidation of a Sub-Fund or Class will be deposited with the Caisse de Consignation to be held for the benefit of the relevant shareholders. Amounts not claimed will be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Upon the circumstances provided for above, the Board may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another UCI, or to another sub-fund within such other UCI (the "new Sub-Fund") and to re-designate the shares of the Sub-Fund concerned as shares of the new Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders), it being understood that where the context so requires, "Sub-Fund" may also be read as "Class". Such decision will be notified to the shareholders concerned (together with information in relation to the new Sub-Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period. After such period, the decision commits the entirety of shareholders who have not used this possibility, provided however that, if the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, such decision shall be binding only on the shareholders who are in favour of such amalgamation.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund of the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders, upon proposal from the Board and with its approval, of the contributing Sub-Fund for which there shall be no quorum requirements and which shall decide upon such an amalgamation by resolution adopted by simple majority of the votes cast, except when such amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the con-

tractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based UCI, in which case resolutions shall be binding only on the shareholders of the contributing Sub-Fund who have voted in favour of such amalgamation.

Title VI. Final provisions

Art. 29. Custodian. The Company shall enter into a custodian agreement with a bank, which shall satisfy the requirements of the Luxembourg laws and the Law (the "Custodian").

In case of withdrawal, whether voluntarily or not, of the Custodian, the Custodian will remain in function until the appointment, which must happen within two months, of another eligible credit institution.

Art. 30. Amendment of the Articles. These Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 31. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto, as amended and the Law.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons, appearing, they signed together with the notary the present deed.

Signé: H. MONTHEBERT, M. SCHILD, S. OLIGER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 septembre 2011. Relation: LAC/2011/41730. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Référence de publication: 2011140414/764.

(110162357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

BOP Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 80.248.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011143121/10.

(110165950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Brascolux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.662.500,00.

Siège social: L-1933 Luxembourg, 45, rue Siggy vu Lëtzebuerg.

R.C.S. Luxembourg B 90.541.

EXTRAIT

Il ressort d'actes successifs que:

- En date du 23 décembre 2010, la liquidation de Grigio Holding S.A., une société anonyme ayant son siège social au 17, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 32403, a été clôturée.

- En date du 23 décembre 2010, la liquidation d'Haliotis Investments S.A., une société anonyme ayant son siège social au 17, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 31361, a été clôturée.

- Dans le cadre de leurs liquidations, les sociétés Grigio Holding S.A. et Haliotis Investments S.A. ont transmis les parts sociales de la Société qu'elles détenaient à leur actionnaire unique, Conderton Group Holdings S.à r.l., SPF, une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 45, rue Siggy vu Lëtzebuerg, L-1933 Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 154191.

Il en résulte qu'au 23 décembre 2010, l'associé unique de la Société est Conderton Group Holdings S.à r.l., SPF.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Luxembourg, le 14 octobre 2011.

Référence de publication: 2011143122/24.

(110165573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Carolus Investment Corporation S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 16.100.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011143123/11.

(110165829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Co-Investor (Lux) Beteiligungs-Gesellschaft, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 129.239.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2010 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2010 abgelaufene Geschäftsjahr wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 17. Oktober 2011.

Für die Co-Investor (Lux) Beteiligungs-Gesellschaft

Die Zentralverwaltungsstelle

Hauck & Aufhäuser Alternative Investment Services S.A.

Marc-Oliver Scharwath / Patrick Obach

Référence de publication: 2011143127/16.

(110166016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Colux Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4384 Ehlerange, ZARE Ouest.

R.C.S. Luxembourg B 133.582.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2011143128/13.

(110165800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Cutec S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 35.274.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011143131/10.

(110165832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Dal Zotto & Associés, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4518 Differdange, 23, rue Xavier Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 123.842.

Société à responsabilité limitée constituée suivant acte reçu par Maître Georges d'HUART, notaire de résidence à Pétange, en date du 8 janvier 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C N°478 du 29 mars 2007.
Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 OCT. 2011. Signature.
Référence de publication: 2011143133/12.
(110165757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Dienes International Beteiligungsgesellschaft mbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3279 Bettembourg, 19, rue de la Scierie.
R.C.S. Luxembourg B 96.663.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Signature.
Référence de publication: 2011143134/10.
(110165812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Periza Industries S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1341 Luxembourg, 9, place de Clairefontaine.
R.C.S. Luxembourg B 163.895.

STATUTES

In the year two thousand eleven, on the fifth day of October.
Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Partners Group Direct Infrastructure 2011, L.P., a limited partnership registered in Scotland, having its principal place of business at Tudor House, Le Bordage, St Peter Port, Guernsey, Channel Islands, registered with the Registrar of Limited Partnerships in Scotland under number SL7936

represented by Mr. Sérgio Raposo, private employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Partners Group Global Infrastructure 2009, L.P., a limited partnership registered in Scotland, having its principal place of business at Tudor House, Le Bordage, St Peter Port, Guernsey, Channel Islands, registered with the Registrar of Limited Partnerships in Scotland under number SL7014,

represented by Mr. Sérgio Raposo, private employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Partners Group Global Resources 2009, L.P., a limited partnership registered in Scotland, having its principal place of business at Tudor House, Le Bordage, St Peter Port, Guernsey, Channel Islands, registered with the Registrar of Limited Partnerships in Scotland under number SL6579,

represented by Mr. Sérgio Raposo, private employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Said powers of attorney, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée):

I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company under the name "Periza Industries S.à r.l.", which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the Company), and in particular by the law of August 10

th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered Office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3. However, the sole manager, or in case of plurality of managers, the board of managers of the Company is authorized to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises or assets in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise or real assets. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favor or relate to its object.

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

II. - Capital, Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1. The share capital is fixed at fifteen thousand Euro (EUR 15,000.-) represented by fifteen thousand (15,000) shares in registered form, with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up (hereafter referred to as the Shares).

5.2. In addition to the share capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the shareholder(s).

5.3. All Shares will have equal rights.

Art. 6. Shares Indivisibility. Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 7. Transfer of Shares.

7.1. In case of a single shareholder, the Company's Shares are freely transferable.

7.2. In case of plurality of shareholders, the Shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of Articles 189 and 190 of the Law.

7.3. Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

7.4. Transfers of Shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

III. - Management - Representation

Art. 8. Appointment and Removal of managers.

8.1 The Company is managed by two or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

8.2 The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

Art. 9. Board of managers. The Company is managed by at least two managers, who constitute the board of managers (the Board). The managers need not to be shareholders.

9.1 Powers of the Board

- (i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.
- (ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

9.2 Meetings of the Board

- (i) The Board meets at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg.
- (ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.
- (iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.
- (iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting.
- (v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions are validly adopted by a majority of the votes by the managers present or represented. Board resolutions are recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.
- (vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.
- (vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

9.3 Representation

The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two Managers or by the joint signature or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the Board, within the limits of such power.

Art. 10. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. - General meeting of shareholders

Art. 11. General meetings of shareholders and Shareholders circular resolutions.

11.1 Powers and voting right

- (i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).
- (ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.
- (ii) Each share entitles to one (1) vote.

11.2 Notices, quorum, majority and voting procedures

- (i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.
- (ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.
- (iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.
- (iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.
- (v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.
- (vi) Resolutions to be adopted at General Meetings are passed by Shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.
- (vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder.

12.1 Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2 Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3 The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. - Annual Accounts - Allocation of Profits

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1 The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2 Each year, as of the financial year's end, the Board prepares the annual accounts of the Company in accordance with the Law.

13.3 Each shareholder may inspect the annual accounts of the Company at the registered office.

13.4 The annual accounts are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 14. Allocation of Profits.

14.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by the Law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

14.2. The Shareholders determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

14.3. Distributions of interim dividends are permitted insofar as they strictly abide by the rules of this article 14.3. and subject to any rule in addition to these as determined by the Board, together with the shareholder(s):

(i) The Board shall have exclusive competence to take the initiative to declare interim dividends and allow the distribution of such interim dividends as it deems appropriate and in accordance with the Company's corporate interest.

(ii) In this respect, the Board is exclusively competent to decide the amount of the sums available for distribution and the opportunity of such distribution, based on the supporting documentation and principles contained in these Articles and on any agreement possibly entered into from time to time between the shareholder(s).

(iii) In addition, the decision of the Board shall be supported by interim financial statements of the Company dated of less than two (2) months from such decision of the Board and showing sufficient funds available for distribution provided that the amount to be distributed does not exceed profits realized since the end of the financial year increased by profits carried forward and distributable reserves decreased by losses carried forward and any sums to be allocated to the reserves required by the Law or the Articles.

(iv) Finally, the distribution of interim dividends shall be limited to the amount of the distributable profit as it appears on the above mentioned interim financial statements of the Company. The Board may mandate an independent auditor to review such interim financial statements in order to confirm the sum available for distribution.

(v) In any case, the distribution of interim dividends shall remain subject to the provisions of article 201 of the Law, which provides for a recovery against the shareholder(s) of the dividends which have been distributed to it/them but do not correspond to profits actually earned by the Company. Such action for recovery shall prescribe five (5) years after the date of the distribution

VI. - Dissolution - Liquidation

Art. 15. Causes of Dissolution. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Art. 16. Liquidation.

16.1. The liquidation of the Company can only be decided on if approved by the majority of shareholders.

16.2. The liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholder(s) or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

VII. - Applicable law

Art. 17. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on 31 December 2011.

Subscription - Payment

Thereupon,

Partners Group Direct Infrastructure 2011, L.P., represented as stated above, declares to subscribe to five thousand (5,000) shares, with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, and to pay them in full by a contribution in cash in the amount of five thousand Euro (EUR 5,000.-).

Partners Group Global Infrastructure 2009, L.P., represented as stated above, declares to subscribe to five thousand (5,000) shares, with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, and to pay them in full by a contribution in cash in the amount of five thousand Euro (EUR 5,000.-).

Partners Group Global Resources 2009, L.P., represented as stated above, declares to subscribe to five thousand (5,000) shares, with a par value of one Euro (EUR 1.-) each, and to pay them in full by a contribution in cash in the amount of five thousand Euro (EUR 5,000.-).

The amount of fifteen thousand Euro (EUR 15,000.-) is forthwith at the disposal of the Company, evidence thereof has been given to the undersigned notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1,800.-.

Resolutions of the general meeting of the shareholders of the Company

Immediately after the incorporation of the Company, the general meeting of the shareholders of the Company, represented as stated above, resolved to set at three (3) the number of managers of the Company and further resolved to appoint the following persons as Managers for an undetermined period:

1) The following persons are appointed as Managers for an undetermined period:

- Mr. Roland Roffler, accountant, born in Zurich (Switzerland), on the 24th of February 1960, residing in CH-8832 Wollerau, Roosstrasse 18 (Switzerland);

- Mr. Sérgio Raposo, Jurist, born in Barreiro (Portugal) on the 21st of August 1975, professionally residing in L-1611 Luxembourg, 55 avenue de la Gare; and

- Mrs. Helene Müller-Schwiering, lawyer, born in Hörsholm (Denmark), on the 30th of November 1967, professionally residing in L-1341 Luxembourg, 9, Place Clairefontaine.

2) The Company shall have its registered office at 9 Place de Clairefontaine, L-1341 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on request of the proxyholder of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le cinq octobre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

Partners Group Direct Infrastructure 2011, L.P., un limited partnership immatriculé en Ecosse, dont le principal établissement se situe à Tudor House, Le Bordage, St Peter Port, Guernesey, Iles anglo-normandes, immatriculé auprès du Registrar of Limited Partnerships en Ecosse sous le numéro SL7936

représentée par M. Sérgio Raposo, employé privé, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Partners Group Global Infrastructure 2009, L.P., un limited partnership immatriculé en Ecosse, dont le principal établissement se situe à Tudor House, Le Bordage, St Peter Port, Guernesey, Iles anglo-normandes, immatriculé auprès du Registrar of Limited Partnerships en Ecosse sous le numéro SL7014,

représentée par M. Sérgio Raposo, employé privé, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Partners Group Global Resources 2009, L.P., un limited partnership immatriculé en Ecosse, dont le principal établissement se situe à Tudor House, Le Bordage, St Peter Port, Guernesey, Iles anglo-normandes, immatriculé auprès du Registrar of Limited Partnerships en Ecosse sous le numéro SL6579,

représentée par M. Sérgio Raposo, employé privé, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elles ont arrêté les statuts de la manière suivante:

I. - Forme - Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Periza Industries S.à r.l.», qui sera régie par les lois y applicables (ci-après la Société), et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg Ville (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'assemblée générale extraordinaire de ses Associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Cependant, le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gestion de la Société est autorisé à transférer le siège social de la Société dans les limites de la ville de Luxembourg.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés, entreprises ou actifs sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société, entreprise ou actif réel. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle pourra procéder, par voie de placement privé uniquement, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées. Elle pourra également consentir des garanties, gager, nantir, céder, grever de charges et accorder des sûretés sur la totalité ou une partie de ses actifs afin de garantir ses obligations ou engagements ou les obligations et engagements de toute autre société en sa faveur ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque crédit, le risque de change, de fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que toutes transactions relatives à l'immobilier ou à la propriété mobilière, qui directement ou indirectement favorisent, ou se rapportent à, la réalisation de son objet social.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

II. - Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Social.

5.1 Le capital social est fixé à quinze mille euros (15.000 EUR) représenté par quinze mille (15.000) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (1,-EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées (ci-après désignées les Parts).

5.2 Outre le capital social, un compte de prime d'émission peut être établi sur lequel toute prime d'émission payée pour toute part sociale sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission est à la libre disposition du ou des associé(s).

5.3 Toutes les Parts donnent droit à des droits égaux.

Art. 6. Indivisibilité des Parts. Envers la Société, les Parts de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 7. Transfert des Parts.

7.1 En cas d'associé unique, les Parts de la Société sont librement cessibles.

7.2 En cas de pluralité d'associés, les Parts détenues par chacun d'entre eux ne sont cessibles que dans le respect des exigences des Articles 189 et 190 de la Loi.

7.3 Les Parts ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés à moins que les associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la société y consentent lors d'une assemblée générale.

7.4 Les cessions de Parts doivent être enregistrées par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Les cessions ne seront opposables vis-à-vis de la Société ou des tiers qu'à leur notification à la Société ou acceptation par celle-ci en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

III. - Gestion - Représentation

Art. 8. Nomination et Révocation de gérants.

8.1 La Société est gérée par deux gérants ou plus nommés par résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants n'ont pas besoin d'être des associés.

8.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans motif) sur décision des associés.

Art. 9. Conseil de Gérance. La Société est gérée par deux gérants au moins qui composent le conseil de gérance (le Conseil). Les gérants n'ont pas besoin d'être des associés.

9.1 Pouvoirs du Conseil

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'associé ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

9.2. Réunions du Conseil

(i) Le Conseil se réunit à la demande d'un gérant au lieu indiqué dans la convocation qui, en principe, se situe à Luxembourg.

(ii) Une convocation écrite de toute réunion du Conseil est donnée à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront définies dans la convocation.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et déclarent qu'ils connaissent l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut aussi renoncer à la convocation soit avant ou après la réunion. Aucune convocation séparée n'est requise pour les réunions tenues aux lieux et heures précisés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin d'être représenté à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des participants à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

9.3 Représentation de la société.

La Société sera valablement engagée envers les tiers en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants ou par la signature conjointe ou signature individuelle de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil, dans les limites de ce pouvoir.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. - Assemblées générales des associés

Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées à une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque Part donne droit à un (1) vote.

11.2 Convocations, quorum, majorité et procédures de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent eux-mêmes comme valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin d'être représenté à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale sont adoptées par les Associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les Associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale, et les décisions sont adoptées à l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

13.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

13.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

13.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. - Comptes Annuels - Affectation des bénéfices

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social, le Conseil prépare les comptes annuels de la Société conformément à la Loi.

13.3. Chaque associé peut prendre connaissance les comptes annuels de la Société au siège social.

13.4. Les comptes annuels sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Affectation des Bénéfices.

14.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint un montant égal à dix pour cent (10 %) du capital social.

14.2. Les Associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent statuer sur le paiement d'un dividende, transférer le solde sur un compte de réserve ou le reporter conformément aux dispositions légales applicables.

14.3. Des distributions de dividendes intérimaires sont autorisées pour autant qu'elles respectent strictement les règles de cet article 14.3. et sous réserve de toute règle supplémentaire déterminée par le Conseil en collaboration avec le ou les associé(s):

(i) Le Conseil seul a l'initiative de déclarer des dividendes intérimaires et de permettre la distribution de ces dividendes intérimaires telle qu'il la juge appropriée et conforme avec l'objet social de la Société.

(ii) A cet égard, le Conseil est le seul compétent pour décider du montant des sommes disponibles pour distribution et de l'opportunité d'une telle distribution, sur base des pièces justificatives et des dispositions de ces Statuts et de tout accord éventuellement conclu à tout moment entre les associés.

(iii) En outre, la décision du Conseil doit être appuyée par des comptes intérimaires de la Société datés de moins de deux (2) mois à compter de la décision du Conseil et montrant suffisamment de fonds disponibles pour distribution, à condition que le montant à distribuer ne dépasse pas les bénéfices réalisés depuis la fin de l'exercice social, augmenté des bénéfices reportés et réserves distribuables, et diminué par les pertes reportées et les sommes à affecter aux réserves requises par la Loi ou les Statuts.

(iv) Enfin, la distribution de dividendes intérimaires sera limitée au montant du bénéfice distribuable tel qu'il apparaît sur les comptes intérimaires de la Société mentionnés ci-dessus. Le Conseil peut donner mandat à un réviseur indépendant afin que celui-ci examine ces comptes intérimaires et qu'il confirme la somme disponible à la distribution.

(v) Dans tous les cas, la distribution de dividendes intérimaires restera soumise aux dispositions de l'article 201 de la Loi, qui prévoit le recouvrement des dividendes distribués à ou aux associés mais ne correspondant pas aux bénéfices réellement réalisés par la Société. Le délai de prescription concernant ce type d'action est de cinq (5) ans suivant la date de la distribution.

VI. - Dissolution - Liquidation

Art. 15. Causes de Dissolution. La Société ne sera pas dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses associés.

Art. 16. Liquidation. 16.1 La liquidation de la Société requiert l'approbation de la majorité des associés.

16.2 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associé(s) ou non, nommés par le ou les associé(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

VII. - Loi applicable

Art. 17. Loi Applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique dans ces Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2011.

Souscription - Libération

Sur ces faits,

Partners Group Direct Infrastructure 2011, L.P., représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à cinq mille (5.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, et les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de cinq mille euros (EUR 5.000).

Partners Group Global Infrastructure 2009, L.P., représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à cinq mille (5.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, et les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de cinq mille euros (EUR 5.000).

Partners Group Global Resources 2009, L.P., représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à cinq mille (5.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, et les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de cinq mille euros (EUR 5.000).

Le montant de quinze mille euros (EUR 15.000) est de suite à la disposition de la Société, dont la preuve a été donnée au notaire instrumentant.

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution sont estimés à EUR 1.800,-.

Décisions des associés de la Société

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés, représentés comme indiqué ci-dessus, décident de fixer à trois (3) le nombre de gérants de la Société et décident par ailleurs de nommer les personnes suivantes en tant que Gérants pour une durée indéterminée:

1) Les personnes suivantes sont nommées Gérants pour une durée indéterminée:

- M. Roland Roffler, comptable, né à Zurich (Suisse), le 24 février 1960, domicilié à CH-8832 Wollerau, Roosstrasse 18 (Suisse);

- M. Sérgio Raposo, juriste, né à Barreiro (Portugal) le 21 août 1975, de résidence professionnelle à L-1611 Luxembourg, 55 avenue de la Gare; et

- Mme Helene Müller-Schwiering, avocate, née à Hörsholm (Danemark), le 30 novembre 1967, de résidence professionnelle à L-1341 Luxembourg, 9, Place Clairefontaine.

2) Le siège social de la Société est établi au 9, Place de Clairefontaine, L-1341 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande du mandataire des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, ce dernier a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. RAPOSO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 octobre 2011. Relation: LAC/2011/44694. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur ff. (signé): T. BENNING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 octobre 2011.

Référence de publication: 2011140435/470.

(110162642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

E 84 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 84, Esplanade de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 148.462.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2011143135/13.

(110165734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Eifel Bau- u. Immobilien Luxemburg SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 10, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 98.734.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2011143136/13.

(110165868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Europa Real Estate Emerging Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 128.069.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011143138/10.

(110165717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Edept I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 141.744.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 octobre 2011.
Hille-Paul Schut
Mandataire

Référence de publication: 2011143141/13.

(110165741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Edept II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 141.743.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 octobre 2011.
Hille-Paul Schut
Mandataire

Référence de publication: 2011143142/13.

(110165742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Edept V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 141.764.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 octobre 2011.
Hille-Paul Schut
Mandataire

Référence de publication: 2011143143/13.

(110165744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Edept VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 141.763.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 octobre 2011.
Stijn Curfs
Mandataire

Référence de publication: 2011143144/13.

(110165747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Electro-Reinert G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2537 Luxembourg, 4, rue Sigismond.

R.C.S. Luxembourg B 51.611.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2011143145/13.

(110165801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Property Finance France S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 64.844.

In the year two thousand and eleven, on the sixteenth of August.

Before the undersigned Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg

There was held an extraordinary general meeting of the shareholders of the company named Property Finance France S.A., a public limited liability company ("société anonyme"), incorporated under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 15, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg and registered with the Luxembourg register of commerce and companies ("registre de commerce et des sociétés") under number B 64.844 (the "Company"), incorporated by deed of the notary Maître Jacques Delvaux, residing in Luxembourg, on 9 June 1998, published in the Mémorial Recueil Spécial C, number 625 of 2 September 1998, page 29980 and which articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a deed of the notary Maître AndréJean-Joseph Schwachtgen, then residing in Luxembourg, on 22 December 2005, published in the Mémorial Recueil Spécial C, number 707 of 6 April 2006, page 33898.

The meeting is presided by Ms. Manuela Dias Marques, attorney-at-law, residing professionally in Luxembourg, who appoints as secretary Mrs. Claudia Rouckert, employee, residing professionally in Esch-sur-Alzette. The meeting elects as scrutineer Ms. Manuela Dias Marques, prenamed.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state:

I. That the shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed "ne varietur" by the shareholders or their proxies, by the members of the bureau of the meeting and the notary. The said list as well as the proxies shall remain attached to this deed and will be registered with this deed.

II. That it appears from the attendance list, that all of the shares are represented. The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate and decide on the agenda of the meeting set out below, of which the shareholders have been informed before the meeting.

III. That the agenda of the meeting is the following:

1. Approval of the financial statements of the Company as of the date of the present meeting;
2. Discharge to the directors and to the Statutory Auditor ("Commissaire aux Comptes") of the Company;
3. Voluntary dissolution and liquidation of the Company;
4. Appointment of a liquidator of the Company and determination of its powers;
5. Miscellaneous.

IV. That the present meeting representing the entire share capital is regularly constituted and may validly deliberate on the items being on the agenda.

After due deliberation, the meeting unanimously decided upon the following resolutions:

First resolution

The meeting decides to approve the interim financial statements of the Company as of 16 August 2011.

Second resolution

The meeting resolves to acknowledge, approve, ratify and adopt as the actions of the Company the actions taken by the directors and the statutory auditor of the Company for the period beginning at the date of the incorporation of the Company and ending at the date hereof, to waive any claim which the Company may have against the directors of the Company arising as a result of their management of the Company and/or against the statutory auditor of the Company arising as a result of his functions, and to grant them discharge for the accomplishment of their respective mandates until the date hereof.

Third resolution

In compliance with the Law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, the meeting decides to dissolve the Company and to start liquidation proceedings.

Fourth resolution

The meeting decides to appoint as liquidator Mr. Oliver MAY, managing director, having his professional address at 15, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) in relation to the liquidation of the Company.

The aforesaid liquidator has the mission to realize all of the assets and pay all the liabilities of the Company. The liquidator is exempted from the obligation of drawing up an inventory and may in this respect rely fully on the books of the Company, especially the financial statements drawn up as at 16th August 2011. The liquidator may under his own responsibility and regarding special or specific operations, delegate such part of his powers to one or several representatives. The liquidator has the authority to perform and execute all operations provided for in articles 144 of the Law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, without a specific authorization of a general meeting of shareholders. The liquidator may pay advances on the liquidation surplus after having paid the debts of the Company or made the necessary provisions for the payment of these debts.

The liquidator shall be liable, both to third parties and to the Company, for the execution of the mandate given to it.

The liquidator's signature binds validly and without limitation the Company in the process of liquidation.

NOTHING ELSE BEING ON THE AGENDA, THE MEETING WAS CLOSED.

All costs and fees due as a result of the foregoing extraordinary general shareholders' meeting are valued at approximately one thousand euro (EUR 1,000.-) and shall be charged to the Company.

The undersigned notary who understands and speaks English, states that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English followed by a German translation, and that in case of any divergence between the English and the German text, the English text shall be prevailing.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day appearing at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the appearing persons, they signed together with us the notary the present original deed.

Es folgt die Deutsche Übersetzung des Englischen Textes:

Im Jahre zweitausendelf, am sechzehnten August.

Vor dem unterzeichneten Maître Francis Kessler, Notar mit Amtssitz in Esch-sur-Alzette, Großherzogtum Luxemburg wurde eine außergewöhnliche Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft mit der Bezeichnung Property Finance France S.A. abgehalten, einer Aktiengesellschaft ("société anonyme"), gegründet unter der Gesetzgebung des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 15, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxemburg und eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister ("registre de commerce et des sociétés") unter der Nummer B 64.844 (die "Gesellschaft"), gegründet am 9. Juni 1998 durch eine Urkunde von Notar Maître Jacques Delvaux mit Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht im Amtsblatt Mémorial Recueil Spécial C, Nummer 625 vom 2. September 1998, Seite 29980, deren Satzung zum letzten Mal am 22. Dezember 2005 durch eine Urkunde von Notar André-Jean-Joseph Schwachtgen, damals mit Amtssitz in Luxemburg, abgeändert wurde, veröffentlicht am 6. April 2006 im Amtsblatt Mémorial Recueil Spécial C, Nummer 707, Seite 33898.

Der Vorsitz wird geführt von Frau Manuela Dias Marques, Rechtsanwältin, mit beruflicher Anschrift in Luxemburg, die zum Sekretär Frau Claudia Rouckert, Privatangestellte, mit beruflicher Anschrift in Esch-sur-Alzette, ernannt. Die Versammlung bestellt zum Stimmzähler Frau Manuela Dias Marques, vorgenannt.

Da das Büro der Versammlung folglich zusammengestellt ist, erklärt die Vorsitzende und bittet den Notar folgendes zu bekunden:

I. Dass die anwesenden oder vertretenen Aktionäre und die Anzahl der Aktien im Besitz eines jeden Aktionärs auf der Anwesenheitsliste erscheint, die "ne varietur" von den Aktionären oder deren Stellvertretern unterzeichnet wurde, sowie vom Büro der Versammlung und vom Notar unterzeichnet wurde. Diese Liste, sowie die Vollmachten bleiben dieser Urkunde beigegeben und werden zusammen mit gegenwärtiger Urkunde einregistriert.

II. Dass aus der Anwesenheitsliste hervorgeht, dass alle Aktien vertreten sind. Die Versammlung ist daher ordnungsgemäß zusammengesetzt und kann gültig beraten und über die Tagesordnung der Versammlung, wie nachstehend angegeben und über die die Aktionäre vor der Versammlung informiert wurden, beschließen.

III. Dass die Tagesordnung der Versammlung die Folgende ist:

1. Verabschiedung der Zwischenbilanz der Gesellschaft vom 16. August 2011;
2. Entlastung des Verwaltungsrats und des Kommissars ("Commissaire aux Comptes");
3. Freiwillige Auflösung und Liquidation der Gesellschaft;
4. Bestellung des Liquidators der Gesellschaft und Festlegung seiner Befugnisse;
5. Sonstiges.

IV. Dass die gegenwärtige Versammlung, die das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, ordnungsgemäß zusammengesetzt ist und gültig über die Punkte auf der Tagesordnung beschließen kann.

Nach Beratung hat die Versammlung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

138129

Erster Beschluss

Die Versammlung beschließt, die Zwischenbilanz der Gesellschaft vom 16. August 2011 zu genehmigen.

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschließt, die Tätigkeiten der Verwalter und des Rechnungsprüfers der Gesellschaft anzuerkennen, ihnen zuzustimmen, sie zu ratifizieren und sie zu verabschieden als die Tätigkeiten der Gesellschaft für den Zeitraum ab dem Tag der Gründung der Gesellschaft und bis zum jetzigen Tage, auf jede Forderung zu verzichten, die die Gesellschaft gegenüber den Verwaltern der Gesellschaft als Ergebnis ihrer Verwaltung der Gesellschaft und/oder gegenüber dem Rechnungsprüfer der Gesellschaft infolge seiner Funktionen haben kann, und ihnen für die Erfüllung ihrer jeweiligen Mandate bis zum heutigen Tag Entlastung zu gewähren.

Dritter Beschluss

In Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, wie abgeändert, beschließt die Versammlung, die Gesellschaft aufzulösen und die Liquidationsvorgänge zu beginnen.

Vierter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Herrn Oliver MAY, Geschäftsführer, mit Berufsanschrift in 15, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg) zum Liquidator der Gesellschaft zu ernennen.

Der vorgenannte Liquidator hat den Auftrag, alle Aktiva zu liquidieren und alle Passiva der Gesellschaft zu tilgen. Der Liquidator ist von der Verpflichtung freigestellt, ein Inventar zu erstellen, und kann in dieser Hinsicht sich vollständig auf die Geschäftsbücher der Gesellschaft verlassen, insbesondere auf die Vermögensaufstellungen zum 16. August 2011. Der Liquidator kann auf eigene Verantwortung und in Bezug auf besondere oder bestimmte Tätigkeiten diesen Teil seiner Vollmachten an einen oder mehrere Stellvertreter übergeben. Der Liquidator besitzt die Befugnis, alle Transaktionen gemäß den Artikeln 144 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, wie abgeändert, auszuüben und durchzuführen, ohne eine besondere Genehmigung einer Generalversammlung der Aktionäre. Der Liquidator kann Vorauszahlungen aus dem Überschuss der Liquidation auszahlen, nachdem die Schulden der Gesellschaft gezahlt wurden, oder nachdem er die erforderlichen Bereitstellungen für die Zahlung dieser Schulden veranlasst hat.

Der Liquidator ist gegenüber Dritten und gegenüber der Gesellschaft für die Ausführung des von ihm enthaltenen Mandats verantwortlich.

Die Unterschrift des Liquidators bindet die Gesellschaft gültig und ohne Einschränkung während der Liquidation.

DA KEINE WEITEREN PUNKTE AUF DER TAGESORDNUNG WAREN, WURDE DIE VERSAMMLUNG GESCHLOSSEN

Alle Kosten infolge der vorstehenden außergewöhnlichen Generalversammlung der Aktionäre werden auf ungefähr eintausend Euro (EUR 1.000,-) geschätzt und der Gesellschaft zu Lasten gestellt.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Antrag der vorgenannten erschienenen Personen gegenwärtige Urkunde in englischer Sprache abgefasst ist, gefolgt von einer Fassung in deutscher Sprache, und dass im Falle einer Abweichung zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung maßgebend ist.

Worüber diese notarielle Urkunde in Esch-sur-Alzette am Tag wie anfangs erwähnt aufgenommen wurde.

Und nach Vorlesung und Übersetzung dieser Urkunde an die erschienenen Personen haben diese zusammen mit Uns, Notar, gegenwärtige Originalurkunde unterzeichnet.

Signé: Dias Marques, Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18 août 2011. Relation: EAC /2011/11255. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011140460/146.

(110162146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

Ellora S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 153.407.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011143146/10.

(110165724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Etablissements L. Rossi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3480 Dudelange, 53, rue Gaffelt.
R.C.S. Luxembourg B 57.319.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA
L-2530 LUXEMBOURG
4, RUE HENRI SCHNADT
Signature

Référence de publication: 2011143148/13.

(110165872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Fortum Baltic Investments SNC, Société en nom collectif.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 151.560.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2011.
TMF Management Luxembourg S.A.
Signatures
Domiciliation agent

Référence de publication: 2011143150/13.

(110165945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

**Roseday S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Roseday Finance S.à r.l.).**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 154.521.

In the year two thousand eleven on the fourth day of October.

Before Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "Roseday Finance S.à r.l.", a "société à responsabilité limitée" (limited liability company), having its registered office at L-1855 Luxembourg, trade register Luxembourg section B number 154521, incorporated by deed dated on 29 June 2010, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 1898 of December 15, 2010 and whose Articles of Association have never been amended.

The meeting is presided by Flora Gibert, notary's clerk, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Sara Lecomte, notary's clerk, professionally residing in Luxembourg.

The chairman requests the notary to act that:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list. That list and proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II.- As results from the attendance list, the 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand) shares, representing the whole capital of the company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been beforehand informed.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Amendment of Article 1 of the Articles of Association to henceforth be read as follows:

" **Art. 1. Name.** There is hereby formed a "Société à responsabilité limitée", private limited liability company under the name "Roseday S.à r.l." (the "Company") governed by the present Articles of incorporation and by current Luxembourg laws, and in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies (the "Law"), and the law of September 18th, 1933 and of December 28th, 1992 on "Sociétés à responsabilité limitée".

2. Amendment of Article 2 of the Articles of Association to henceforth to be read as follows:

" **Art. 2. Object.** The Company may hold and operate websites which will serve as platforms for recruitment of various specialists for construction projects connected to major sport events in the Russian Federation.

The purpose of the Company shall be furthermore the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and securities of whatever nature, including bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and other intellectual property rights.

The Company may borrow in any way form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt or other equity securities. The Company may lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other companies which form part of the same group of companies as the Company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies, which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further mortgage, pledge, hypothecate, transfer or otherwise encumber all or some of its assets. The Company may generally employ any techniques and utilise any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations risk, interest rate fluctuation risk and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions, which may be or are conducive to the above-mentioned paragraphs of this Article 2".

3. Amendment of Article 7 of the Articles of Association to henceforth to be read as follows:

" **Art. 7. Management.** The Company is managed by one or several managers, one of whom compulsorily is a technical manager duly authorized by the Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement to perform the activities listed in the corporate object. In case of plurality of managers, the managers constitute a board of managers composed of two classes of managers (A and B).

The manager(s) need not to be partners of the Company.

The managers shall be appointed by a resolution of the general meeting of partners taken by simple majority of the votes cast, or, in case of sole partner, by decision of the sole partner which determines their powers, their remuneration and the duration of their mandate. The general meeting of partners or the sole partner (as the case may be) may, at any time and ad nutum, remove and replace any manager. All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of partners or to the sole partner (as the case may be) fall within the competence of the board of managers.

4. Amendment of Article 8 of the Articles of Association to henceforth to be read as follows:

" **Art. 8. Representation.** The signature of the sole manager shall bind the Company. In the case of plurality of managers, the Company shall be bound at any time by the joint signature of a class A manager together with a class B manager or by the joint signature of two managers B for any engagement under an amount previously determined by the board of managers.

Each technical manager will have individually and under his sole signature the full powers to bind the Company for all matters in the limits fixed by its corporate object or the law.

The board of managers may from time to time sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent (s) who need not be partner(s) or manager(s) of the Company.

The board of managers will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency."

5. Miscellaneous.

After approval of the foregoing, it is unanimously decided what follows:

Sole resolution

The meeting decides to approve the amendments of the articles 1, 2, 7 and 8 of the articles of incorporation as described in the agenda of the present meeting, and to amend accordingly the articles of incorporation.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately one thousand two hundred Euro

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an deux mille onze, le quatre octobre,

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée "Roseday Finance S.à r.l.", ayant son siège social à L-1855 Luxembourg 46A, avenue J.F. Kennedy, R.C.S. Luxembourg section B numéro 154521, constituée suivant acte reçu le 29 juin 2010, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 1898 du 15 septembre 2010 et dont les statuts n'ont jamais été modifiés.

L'assemblée est présidée par Flora Gibert, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Sara Lecomte, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il résulte de la liste de présence que les 1.250.000 (un million deux cent cinquante mille) parts, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Modification de l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Dénomination.** Il est constitué par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Roseday S.à r.l.» (la «Société»), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur et en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»), et les lois du 18 septembre 1933 et 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée.»

2.- Modification de l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2. Objet.** La Société peut détenir et exploiter des sites Web qui serviront de plate-formes pour le recrutement de spécialistes de divers projets de construction liés à des événements sportifs majeurs dans la Fédération de Russie. L'objectif de la Société sera en outre l'acquisition de participations, au Luxembourg ou à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion des intérêts de propriété tels. La Société peut notamment acquérir par voie de souscription, d'achat et d'échange ou de toute autre manière d'actions, d'actions et valeurs mobilières de quelque nature, y compris les obligations, débentures, certificats de dépôt et autres instruments de dette et plus généralement tous titres et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée que ce soit. Elle peut participer à la création, le développement et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et autres droits de propriété intellectuelle.

La Société peut emprunter sous toute forme façon, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de créances et obligations et autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances négociables. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations à ses filiales, sociétés affiliées et sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut en outre gager, hypothéquer, céder ou de tout autre manière grever tout ou partie de ses actifs. La Société peut en général employer toutes techniques et utiliser tous instruments en relation avec ses investissements en vue de leur gestion optimale, incluant les techniques et instruments en vue de protéger la société contre les risques de crédit, de fluctuation des devises et des taux d'intérêts et autres risques.

La Société peut encore mener à bien toutes activités commerciales, financières ou industrielles ou toutes transactions immobilières ou mobilières.

La Société peut encore mener à bien toutes activités commerciales, financières ou industrielles ou toutes transactions aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet tel que définis au paragraphe ci-dessus du présent article 2.»

3.- Modification de l'article 7 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 7. Gérance.** La société sera gérée par un gérant ou plusieurs gérants, dont au moins obligatoirement un est un gérant technique dûment autorisé by le Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement pour exercer les activités décrites dans l'objet social.. Dans le cas où plus d'un gérant serait nommé, les gérants formeront un conseil de gérance composé de deux classes de gérants (A et B).

Les gérants peuvent ne pas être associés.

Les gérants sont désignés par décision de l'assemblée générale des associés délibérant à la majorité simple des voix, ou le cas échéant, par décision de l'associé unique qui détermine l'étendue de leurs pouvoirs, leur rémunération et la durée de leur mandat. L'assemblée générale des associés ou le cas échéant, l'associé unique, pourra à tout moment, et ad nutum révoquer et remplacer tout gérant.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés ou le cas échéant à l'associé unique, par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil de gérance.»

4.- Modification de l'article 8 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 8. Représentation.** Dans le cas d'un gérant unique, la seule signature de ce gérant liera la Société. Dans le cas de pluralité de gérants, la Société sera engagée par la signature collective d'un gérant de classe A et un gérant de classe B ou par la signature conjointe de deux gérants de classe B pour tout engagement inférieur à un montant préalablement déterminé par le conseil de gérance.

Chaque gérant technique aura le pouvoir d'engager la société par sa signature individuelle pour toute transaction dans les limites de l'objet social et des dispositions légales.

Le conseil de gérance peut ponctuellement subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, lequel peut ne pas être associé(s) ou gérant(s) de la Société.

Le conseil de gérance détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ce(s) agent(s), la durée de son/ leurs mandat(s) ainsi que toutes autres conditions de son/leurs mandat(s).»

Après approbation de ce qui précède, il est décidé ce qui suit à l'unanimité:

Résolution unique

L'assemblée approuve et décide de modifier les articles 1, 2, 7 et 8 statuts conformément à l'ordre du jour de la présente assemblée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille deux cents Euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: F. GIBERT, S. LECOMTE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 octobre 2011. Relation: LAC/2011/44366. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2011.

Référence de publication: 2011140469/183.

(110162753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

Fortum L.A.M. SNC, Société en nom collectif.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 147.406.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2011.
TMF Management Luxembourg S.A.
Signatures
Domiciliation agent

Référence de publication: 2011143151/13.

(110165947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

FN Hermes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 92.044.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 13 octobre 2011.

FIDUNORD Sàrl
61, Gruuss-Strooss
L-9991 WEISWAMPACH
Signature

Référence de publication: 2011143153/14.

(110165294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Generalcorp, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 62.660.

Le bilan et l'affectation du résultat au 31 mars 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Pour extrait sincère et conforme
Pour GENERALCORP
BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES
Signatures

Référence de publication: 2011143157/15.

(110165891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Rayane Immobilière Internationale S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.
R.C.S. Luxembourg B 102.980.

L'an deux mil onze, le vingt-huit septembre.

Par-devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange (Grand-Duché de Luxembourg).

ONT COMPARU:

1. Monsieur David Salvatore SORCE, employé privé, né le 27 novembre 1973 à Wadern (Allemagne), demeurant à L-1261 Luxembourg, 101, rue de Bonnevoie

2. Madame Jamila KHELILLI, juriste, née le 13 août 1971 à St Avoild (France), demeurant professionnellement à L-1261 Luxembourg, 101 rue de Bonnevoie

Lesquelles parties comparantes déclarent avoir constitué suivant acte reçu par Maître Georges D'HUART, alors notaire de résidence à Pétange, en date du 27 août 2004, la société à responsabilité limitée

«Rayane Immobilière Internationale S.à.r.l.»

établie et ayant son siège social à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts,

publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, en date du 24 novembre 2004, numéro 1.199, page 57.510.

Lesquelles parties comparantes déclarent et constatent que lors de la constitution de la dite société une erreur matérielle s'est glissée dans la rédaction de l'acte dont question, alors que le dit acte contient sub «SOUSCRIPTION DU CAPITAL» la formulation suivante:

« Le capital social a été souscrit comme suit:

1. Monsieur David Salvatore Sorce, prénommé, cinquante parts sociales	50 parts
2. Madame Jamila Khelili, prénommée, cinquante parts sociales	50 parts
Total: cent parts sociales	100 parts»

alors qu'il y a lieu de lire

«Le capital social a été souscrit comme suit:

1. Monsieur David Salvatore SORCE, employé privé, né le 27 novembre 1973 à Wadern (Allemagne), demeurant à L-1261 Luxembourg, 101, rue de Bonnevoie	250 parts
2. Madame Jamila KHELILI, juriste, née le 13 août 1971 à St Avold (France), demeurant professionnellement à L-1261 Luxembourg, 101, rue de Bonnevoie	250 parts
Total: cinq cents parts»	500 parts

Les parties comparantes certifient en effet que la souscription a porté sur 500 parts sociales au nom des parties comparantes conformément aux souscriptions ci-avant exposées.

Dès lors, l'acte dont question est rectifié et est à lire comme suit à la page 2/3:

Souscription du capital

Le capital social a été souscrit comme suit:

1. Monsieur David Salvatore SORCE, employé privé, né le 27 novembre 1973 à Wadern (Allemagne), demeurant à L-1261 Luxembourg, 101, rue de Bonnevoie	250 parts
2. Madame Jamila KHELILI, juriste, née le 13 août 1971 à St Avold (France), demeurant professionnellement à L-1261 Luxembourg, 101, rue de Bonnevoie	250 parts
Total: cinq cents parts	500 parts

Sont ensuite intervenus:

1. Monsieur David Salvatore SORCE, employé privé, né le 27 novembre 1973 à Wadern (Allemagne), demeurant à L-1261 Luxembourg, 101, rue de Bonnevoie

2. Madame Jamila KHELILI, juriste, née le 13 août 1971 à St Avold (France), demeurant professionnellement à L-1261 Luxembourg, 101, rue de Bonnevoie

Lesquelles parties comparantes-intervenantes déclarent par les présentes procéder à la cession de parts suivantes:

Monsieur David Salvatore SORCE, prénommé, cède l'intégralité de ses parts sociales à Madame Jamila KHELILI, prénommée, de façon que le capital social sera dorénavant réparti comme suit:

Madame Jamila KHELILI, juriste, née le 13 août 1971 à St Avold (France), demeurant professionnellement à L-1261

Luxembourg, 101, rue de Bonnevoie	500 parts
Total: cinq cents parts	500 parts

Cette cession se fait au prix et conditions convenues entre parties, en dehors de toute intervention du notaire instrumentant et en dehors de sa comptabilité.

Les parties comparantes donnent en tout état de cause décharge au notaire instrumentant à cet égard, déclarant avoir une parfaite connaissance de la situation financière, juridique, sociale et autres et déchargeant le notaire instrumentant de toute responsabilité à ce sujet.

Intervention

Est ensuite intervenue aux présentes, Monsieur David Salvatore SORCE, en sa qualité de gérant unique de ladite société, déclare accepter au nom de la société, la cession des parts intervenue.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et autres qui seront mis à charge de la société et résultant des présentes sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille euros (1.000.- €). A l'égard du notaire instrumentant, toutes les parties comparantes actionnaires et signataires déclarent être personnellement et solidairement tenues du paiement des frais et autres occasionnés par les présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: SORCE, KHELILI, REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 septembre 2011. Relation: EAC/2011/12917. Reçu soixante-quinze euros.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 4 octobre 2011.

Référence de publication: 2011140462/76.

(110162550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

GCB SA, Granit Carrelages Baar, Société Anonyme.

Siège social: L-9952 Drinklange, Maison 17F.

R.C.S. Luxembourg B 95.898.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 13 octobre 2011.

FIDUNORD Sàrl

61, Gruuss-Strooss

L-9991 WEISWAMPACH

Signature

Référence de publication: 2011143159/14.

(110165306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Groma, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8436 Steinfort, 60, rue de Kleinbettingen.

R.C.S. Luxembourg B 105.008.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2011143160/13.

(110165847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Hammer Logistik A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-4562 Differdange, Zone Industrielle Hahneboesch.

R.C.S. Luxembourg B 65.968.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 13 octobre 2011.

FIDUNORD Sàrl

61, Gruuss-Strooss

L-9991 WEISWAMPACH

Signature

Référence de publication: 2011143161/14.

(110165292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

**Spider Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Spider Holding S.A.).**

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 155.559.

L'an deux mil onze, le quatre octobre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de «Spider Holding S.A.», R.C.S. Numéro B 155.559, avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 14 septembre 2010, publié Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2327 du 29 octobre 2010. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Raymond THILL, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Germaine SCHWACHTGEN, employée privée, avec la même adresse professionnelle.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Marc VAN HOEK, expert-comptable, avec adresse professionnelle à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que trois cent vingt (320) actions d'une valeur nominale de cent euros chacune représentant cent pourcent (100%) du capital social de trente-deux mille euros (EUR 32.000,-), sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour ci-après reproduit.

Ladite liste de présence signé «ne varietur», portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec le procès verbal de l'assemblée générale des actionnaires ci-avant mentionnée, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Augmentation du capital de la Société de son montant actuel de EUR 32.000 (trente-deux mille euros) à concurrence d'un montant de EUR 290.000 (deux cent quatre-vingt-dix mille euros) pour le porter à un montant de EUR 322.000 (trois cent vingt-deux mille euros) par voie d'émission de 2.900 (deux mille neuf cents) nouvelles actions ayant une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune;

2. Souscription et libération;

3. Modification de l'article 3 des statuts de la Société;

4. Changement de la dénomination de la société de «Spider Holding S.A.» en «Spider Holding S.A. SPF» et modification subséquente de l'article 1, alinéa 1^{er} des statuts de la société.

5. Transformation d'une société anonyme en société anonyme de gestion de patrimoine familial (Spf) de sorte que l'objet social de la société aura désormais la teneur suivante:

«La Société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation de tous actifs financiers au sens large, mais dans les limites de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial.

La Société peut également, en se conformant aux dispositions de la même loi, prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés et entités commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, et acquérir tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière.

Elle peut encore accorder des avances et émettre des garanties, notamment au profit des sociétés et entités dans lesquelles elle participe, des concours, assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale, comme elle peut exercer toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, autorisées par et rentrant dans les limites tracées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial.»

et modification subséquente des articles 2 et 13 des statuts de la société.

6. Divers.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et, après s'être reconnue régulièrement constituée, aborde l'ordre du jour et prend, après délibération, à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide d'augmenter le capital social de la Société pour le porter de son montant actuel de EUR 32.000 (trentedeux mille euros) représenté par 320 (trois cent vingt) actions ayant une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune, par le biais d'une augmentation de EUR 290.000 (deux cent quatre-vingt-dix mille euros) à un montant de EUR 322.000 (trois cent vingt-deux mille euros) représenté par 3.220 (trois mille deux cent vingt) actions ayant une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune, par voie d'émission de 2.900 (deux mille neuf cents) nouvelles actions ayant une valeur nominale de EUR 100 (cent euros).

Manager S.à r.l. renonce expressément à son droit de souscrire aux actions nouvellement émises.

Les 2.900 (deux mille neuf cents) nouvelles actions à émettre ont été intégralement souscrites et libérées en numéraire par Management S.à r.l., établie et ayant son siège social au 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, inscrite au R.C.S.Luxembourg sous le numéro B 95.489, telle que représentée, de sorte que la somme de EUR 290.000 (deux cent quatre-vingt-dix mille euros) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Deuxième résolution

Suite à la première résolution, l'Assemblée Générale décide de modifier l'article 3 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 3.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de EUR 322.000 (trois cent vingt-deux mille euros) représenté par 3.220 (trois mille deux cent vingt) actions d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune.»

Troisième résolution

L'assemblée Générale décide de changer la dénomination de la société de «Spider Holding S.A.» en «Spider Holding S.A. SPF», de sorte que l'article 1^{er} alinéa premier aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er} . Alinéa 1.** Il est formé une société anonyme de gestion de patrimoine familial luxembourgeoise sous la dénomination de «Spider Holding S.A. SPF».»

L'assemblée Générale décide de procéder à la transformation de la société de son statut actuel de société anonyme en société anonyme de gestion de patrimoine familial (Spf), de sorte que les articles 2 et 13 des statuts de la société auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 2.** La Société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation de tous actifs financiers au sens large, mais dans les limites de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial.

La Société peut également, en se conformant aux dispositions de la même loi, prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés et entités commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, et acquérir tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière.

Elle peut encore accorder des avances et émettre des garanties, notamment au profit des sociétés et entités dans lesquelles elle participe, des concours, assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale, comme elle peut exercer toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, autorisées par et rentrant dans les limites tracées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial.

Art. 13. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales, aux lois modificatives et de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison des présentes, s'élève à environ deux mille cent euros (€ 2.100,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci, par son mandataire, a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: R. Thill, G. Schwachtgen, M. Van Hoek et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 octobre 2011. LAC/2011/44468. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Tom Benning.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2011.

Référence de publication: 2011140493/109.

(110162796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

Hilbert S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8436 Steinfort, 60, rue de Kleinbettingen.

R.C.S. Luxembourg B 60.380.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2011143162/13.

(110165844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Hydro Aluminium Clervaux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9779 Eselborn, 16, Op der Sang.
R.C.S. Luxembourg B 100.671.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010, le rapport du Réviseur d'entreprise et du Conseil d'Administration y relatif ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Eselborn, le 14 octobre 2011.

FIDUNORD Sàrl
61 Gruuss Strooss
L-9991 WEISWAMPACH
Signature

Référence de publication: 2011143163/15.

(110165290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Immo Dallo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5650 Mondorf-les-Bains, 16, route de Remich.
R.C.S. Luxembourg B 114.168.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011143166/10.

(110165748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Sarawak Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 118.625.

DISSOLUTION

In the year two thousand eleven, on the eleventh of October,

Before Us, Maître Léonie GRETHEN, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Sanne Group (Luxembourg) S.A., a company incorporated under the laws of Luxembourg, and having its registered office at 231, Val des Bons-Malades, L2121 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 138069, sole shareholder,

hereby represented by Ms Alexandra FANTUZ, employee, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on 10 October 2011. Said proxy after having been initialed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed.

The appearing party has requested the undersigned notary to document the following:

1.- That the société anonyme Sarawak Investments S.A., having its registered office at L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades, registered with the Registre de Commerce et des Société de Luxembourg under number B 118.625, was incorporated pursuant a deed of the notary Henri Hellinckx, residing at the time in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg, on 4 July 2006, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, number 1904 on 10 October 2006.

2.- That the subscribed share capital of the company is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-), divided into one thousand (1,000) shares with a nominal value of thirty-one hundred Euro (EUR 31.-) each, entirely paid-up.

3.- That the appearing party, as sole shareholder of the company, declares to have full knowledge of the articles of incorporation and of the financial standing of the company.

4.- That the appearing party became the owner of all the shares of the aforesaid company Sarawak Investments S.A. and that as sole shareholder, it declares explicitly to dissolve the company, taking over the entire assets and liabilities of the company, and to proceed with the immediate liquidation of the company

5.- That all the assets and liabilities of the dissolved company will be taken over by the sole shareholder. The liquidation of the company is thus effected without prejudice to the rights of any third party, given that the appearing party assumes all liabilities of the company in their current state.

6.- That full discharge is granted to the directors and auditors of the company for the carrying out of their mandate up to the date of the dissolution of the company.

7.- That the shareholders' register of the dissolved company is cancelled.

8.- That the records and documents of the dissolved company Sarawak Investments S.A. shall be kept during a period of at least five years at the former registered office of the dissolved company, which is at L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

Costs

The costs and remunerations of the present deed, estimated at one thousand euro (1.000.-EUR), are borne by the company.

Whereof, the present notarial deed drawn up and passed in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the proxy-holder, ex-officio, known by the notary by name, surname, civil status and residence, the said person signed together with Us, notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le onze octobre.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A comparu:

Sanne Group (Luxembourg) S.A., une société constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 231, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 138069, actionnaire-unique.

représentée par Mademoiselle Alexandra FANTUZ, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Luxembourg, le 10 octobre 2011.

Ladite procuration après avoir été paraphée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentaire sera annexée au présent acte.

La mandante a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit ses déclarations:

1.- Que la société anonyme Sarawak Investments S.A., ayant son siège social à L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades, inscrite au R.C.S. sous le numéro B 118.625, a été constituée suivant acte reçu par le notaire Henri Hellinckx, alors de résidence à Mersch, en date du 4 juillet 2006, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1904 du 10 octobre 2006.

2.- Que le capital souscrit de la société est fixé à trente et un mille euros (31.000.EUR), représenté par mille (1.000) actions, chacune d'une valeur nominale de trente et un euro (31.-EUR), entièrement libérées.

3.- Que sa mandante, en tant qu'actionnaire unique de la société, déclare avoir connaissance des statuts et de la situation financière de la société.

4.- Que sa mandante est devenue propriétaire de toutes les actions de la susdite société Sarawak Investments S.A. et qu'en tant qu'actionnaire unique elle déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société par reprise par elle de l'intégralité de l'actif et du passif de la société.

5.- Que tout l'actif et le passif de la société dissoute seront transmis à l'actionnaire unique. La liquidation de la société est donc réalisée sans préjudice des droits de toute tierce partie, étant donné que la mandante assume l'entière responsabilité du passif de la société dans son état actuel.

6.- Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire de la société dissoute pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à la date de dissolution de la société.

7.- Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des actionnaires de la société dissoute.

8.- Que les livres et documents de la société dissoute Sarawak Investments S.A. resteront déposés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège de la société dissoute, à savoir au 231, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Frais

Tous les frais et honoraires du présent acte, évalués à la somme de mille euros (1.000.-EUR), sont à la charge de la société.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, ès-qualités, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Fantuz, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg, le 11 octobre 2011. Relation: LAC/2011/44993. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): BENNING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 12 octobre 2011.

Référence de publication: 2011140499/92.

(110162768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

Immobilière Citem S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 135.786.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011143167/10.

(110165737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Immobilière Citem S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 135.786.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011143168/10.

(110165739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

International Horse Trading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 107.335.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 13 octobre 2011

FIDUNORD Sàrl

61, Gruuss-Strooss

L-9991 WEISWAMPACH

Signature

Référence de publication: 2011143169/14.

(110165303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

SIXCO, Société Internationale Multi-Coordination Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8372 Hobscheid, 23A, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 68.860.

L'an deux mil onze, le septième jour de septembre.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

- GES+TECH S. à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, avec siège social à L – 8372 Hobscheid, 23A, Grand-Rue, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 161599, ici représentée par son gérant unique Monsieur Bruno Gueibe, demeurant à B-6800 Libramont, 65 rue du Village.

- SOLUXIM, une Naamloze Vennootschap de droit belge, avec siège social à B-3700 Tongeren, Heurstraat 100, numéro d'entreprise 0442.845.085, ici représentée par Monsieur Bruno Gueibe, précité en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme dit ci-avant ont requis le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

- que GES+TEC S. à r.l et SOLUXIM, NV, précitées (les «Associés») déclarent être devenues les deux seuls associés de la société à responsabilité limitée SOCIETE INTERNATIONALE MULTICOORDINATION, S.à r.l., en abrégé SIXCO, avec siège social à L-8372 Hobscheid, 23A, Grand-rue, R.C.S. Luxembourg B numéro 68.860, constituée sous la dénomination de SENIORENHAUS DIDDELENG, S.à r.l., suivant acte notarié du 10 mars 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 394 du 1^{er} juin 1999 (la «Société») et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en en dernier lieu suivant acte reçu par la notaire instrumentant en date du 24 mars 2009 publié au Mémorial C, numéro 878 du 24 avril 2009,

suite à un acte de cession de parts sociales et un acte d'apport, intervenus tels qu'indiqués ci-dessous:

- en date du 15 juillet 2011, TP FINANCE, une société en commandite par actions de droit belge a cédé à SOLUXIM, NV, précitée, 540 (cinq cent quarante) parts sociales de la Société lui appartenant au prix convenu entre parties, hors la comptabilité du notaire;

- en date du 16 juin 2011 suivant acte reçu par le notaire Henri Beck, de résidence à Echternach, Monsieur Bruno Gueibe, précité a apporté en vue de la libération des actions souscrites par lui dans le capital de GES+TECH S.à r.l., précitée 60 (soixante) parts sociales de la Société.

Copie du prédit acte de cession restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Intervention

Ensuite, sont intervenus Monsieur Bruno Gueibe, précité agissant en qualité de technique de la Société et Madame Mélissa Pandolfe agissant en qualité de gérant administratif de la Société, ici représentée par Monsieur Bruno Gueibe en vertu d'une procuration donnée sous seing privé qui restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement, qui ont déclaré accepter lesdits transferts de parts au nom de la Société, conformément à l'article 1690 du code civil.

Ensuite, les Associés ont prié le notaire instrumentaire de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés constatent la nouvelle répartition de parts sociales de la Société comme suit:

GES+TECH S. à r.l, prénommée	60 parts
SOLUXIM, NV, prénommée,	540 parts
TOTAL:	600 parts

Deuxième résolution

Les Associés décident de modifier l'article 6 des statuts comme suit:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de quinze mille euros (EUR 15.000) représenté par six cents (600) parts sociales de vingt-cinq euros (EUR 25), chacune, entièrement libérées.»

Troisième résolution

Les Associés actent et acceptent la démission de Madame Mélissa Pandolfe de son poste de gérant administratif et de Monsieur Bruno Gueibe de son poste de gérant administratif et technique.

Les Associés décident de leur accorder décharge pleine et entière pour l'exercice de leur mandat jusqu'à ce jour.

Quatrième résolution

Les Associés décident de nommer pour une durée indéterminée à la fonction de gérant administratif et financier:

- Monsieur Isidorus Thijs, pensionné, né à Donk le 6 février 1939, demeurant à B-3560 Lummen, 80, Linkhoutstraat.

Les Associés décident de nommer pour une durée indéterminée à la fonction de gérant technique:

- GES+TECH S. à r.l., précitée avec siège social à L-8372 Hobscheid, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 161599, représentée par son gérant unique Monsieur Bruno Gueibe, précité, né à Libramont le 13 juin 1950, demeurant à B-6800 Libramont, 65 rue du Village.

Cinquième résolution

Les Associés décident de modifier les pouvoirs de représentation de la société vis-à-vis des tiers de sorte que la Société soit dorénavant engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature conjointe du gérant administratif/financier Monsieur Isidorus Thijs et du gérant technique GES+TECH S. à r.l agissant par son gérant unique Monsieur Bruno Gueibe dont la signature est obligatoire et incontournable .

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

138143

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille deux cents euros (1.200,- EUR).

Pouvoirs

Le comparant es qualités qu'il agit, donne pouvoir à tous clerks et/ou employés de l'Étude du notaire soussigné, chacun pouvant agir individuellement, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs des présentes.

Dont procès-verbal, passé à Senningerberg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant es qualités qu'il agit, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: Bruno Gueibe, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 08 septembre 2011. LAC/2011/39835. Reçu 75.

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

- Pour copie conforme délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 13 septembre 2011.

Référence de publication: 2011140512/83.

(110162119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

International Horse Trading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 107.335.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 13 octobre 2011.

FIDUNORD Sàrl

61, Gruuss-Strooss

L-9991 WEISWAMPACH

Signature

Référence de publication: 2011143170/14.

(110165304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

JER Hargreaves S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 15, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 130.769.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Maria Bennarova

Mandataire

Référence de publication: 2011143171/11.

(110165858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

E.R.I. S.A., L'Européenne de Réalisations Industrielles S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 5, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 62.411.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 13 octobre 2011.
FIDUNORD Sàrl
61, Gruuss-Strooss
L-9991 WEISWAMPACH
Signature

Référence de publication: 2011143174/14.

(110165291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Lazard Wealth Management Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 40.000,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 162.855.

—
Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 14 octobre 2011

Il résulte des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 14 octobre 2011, qu'il a été décidé de:

1. nommer en tant que gérant de classe A de la Société Monsieur Georges Ralli, gérant, né le 23 juillet 1948 à Nancy en France et ayant comme nouvelle adresse professionnelle le 4, cours des Bastions, 1205 Genève, Suisse.
2. nommer en tant que gérant de classe B de la Société Monsieur Matthieu Bucaille, gérant, né le 6 février 1960 à Paris en France et résidant professionnellement au 30, Rockefeller Plaza, USA - 10020 New York.
3. nommer en tant que gérant de classe B de la Société Monsieur Wouter Gabriels, gérant, né le 8 octobre 1971 à Bree en Belgique et résidant professionnellement au 121, Boulevard Haussmann, F - 75008 Paris.
4. nommer en tant que gérant de classe B de la Société Madame Marina Gonatas, gérant, né le 27 mai 1965 à Philadelphia aux Etats-Unis d'Amérique et résidant professionnellement au 2, via dell'Orso, I-20121 Milan.
5. nommer en tant que gérant de classe B de la Société Monsieur Bruno Roger, gérant, né le 6 août 1933 à Boulogne Billancourt en France et résidant professionnellement au 121, Boulevard Haussmann, F - 75008 Paris.

Luxembourg, le 17 octobre 2011.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2011143175/24.

(110165359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Causerman Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 52.637.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 29 septembre 2011 à 10.00 heures à Luxembourg

- L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat d'Administrateur de:

Monsieur Joseph WINANDY,

COSAFIN S.A., 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg

représentée par Monsieur Jacques BORDET, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg

L'Assemblée décide à l'unanimité de nommer en tant qu'Administrateur:

JALYNE S.A., 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg

représentée par Monsieur Jacques BONNIER, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg

et le mandat de Commissaire aux Comptes de:

FIDUCIAIRE HRT, 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

- Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendra à échéance à l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes du 31.12.2011.

Pour copie conforme

JALYNE S.A. / COSAFIN S.A.

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011142561/22.

(110165746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 octobre 2011.
